

Salaires des profs: Blanquer crisper les syndicats en évoquant des hausses au "mérite"

Paris, 14 févr. 2020 (AFP) -

Jean-Michel Blanquer a laissé entendre vendredi que la hausse des salaires promise aux enseignants dans le cadre de la réforme des retraites se ferait davantage au "mérite", suscitant l'inquiétude des syndicats qui craignent de devoir "travailler plus pour gagner plus".

La réforme des retraites, examinée à partir de lundi en séance publique à l'Assemblée, est l'occasion de revaloriser le salaire des professeurs et de repenser l'évolution du métier, affirme le ministre de l'Education depuis plusieurs mois.

Dans ce cadre, le gouvernement s'engage à ce que des revalorisations salariales permettent de garantir un même niveau de retraite pour les enseignants, qui pourraient potentiellement perdre jusqu'à 900 euros par mois en intégrant le régime universel de retraites.

Les discussions entre gouvernement et syndicats ont démarré mi-janvier et doivent déboucher avant l'été sur une loi de programmation de revalorisations salariales.

Pour le moment, un budget de 500 millions d'euros a été confirmé pour 2021 mais l'effort devrait s'amplifier avec l'objectif d'atteindre environ 10 milliards par an à horizon 2026, selon les syndicats.

Il y a une semaine, la direction générale des ressources humaines du ministère a présenté aux syndicats quatre scénarios de répartition des augmentations, pour cette première marche de 2021.

Les professeurs des écoles en début de carrière, les plus désavantagés par la réforme, pourraient toucher entre 93 et 157 euros de plus par mois selon les scénarios, sans conditions.

Cependant, une partie de l'enveloppe serait consacrée à d'autres leviers d'augmentation, comme le financement d'heures supplémentaires sur des absences de courte durée ou encore l'indemnisation des enseignants qui acceptent de suivre des formations pendant les vacances scolaires. Un affront pour les syndicats, qui rejettent l'idée de contreparties en échange de ces revalorisations.

- "Il va falloir clarifier" -

Interrogé vendredi sur RMC-BFMTV sur ces éventuelles contreparties, Jean-Michel Blanquer a évoqué "deux dimensions" : "Il y a une dimension commune à tous qui va faire qu'il y a une augmentation pour tous, car il faut monter le niveau général des rémunérations, et bien entendu il y a une dimension de mérite, ça existe déjà en partie, et on va probablement l'accentuer", a-t-il lancé.

"J'essaie de sortir des débats binaires... Est-ce travailler plus pour gagner plus, en vérité, c'est plus compliqué que ça. C'est mieux que ça. C'est plutôt comment on donne des horizons aux acteurs de l'éducation nationale, c'est un jeu gagnant-gagnant", a résumé le ministre.

Pour Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CDFT, "nous ne sommes plus dans la revalorisation mais clairement dans le +travailler plus pour gagner plus+", fulmine-t-elle, mettant en garde le gouvernement contre des "mauvaises pistes qui introduisent de la tension".

"Le mot +mérite+ n'avait jusqu'ici pas été prononcé lors des discussions et là on ne sait pas ce qui est mis derrière; S'il y a un agenda caché, c'est problématique et il va falloir clarifier", ajoute Catherine Nave-Bekhti.

Stéphane Crochet, secrétaire général du SE Unsa, estime que cette "revalorisation sous contreparties" va forcément amener "une défiance record des enseignants envers le gouvernement" alors que "la profession est dans un état de tension forte".

Pour Jean-Michel Blanquer, "qu'il y ait des éléments non définis, c'est le principe même du dialogue social (...)", a-t-il rétorqué.

Les prochaines négociations, prévues à partir du 24 février, s'annoncent serrées.

asm/jt/mm

Afp le 14 févr. 20 à 16 09.